



INTERVIEW DE MICHEL GALY

Politologue, chercheur, auteur et spécialiste de l'Afrique de l'Ouest

Morgan CAILLET

WERRA – SEPTEMBRE 2021



Michel GALY est politologue, spécialiste de l’Afrique de l’Ouest, ancien professeur à l’IEP de Paris et à l’ILERI, chercheur au Centre d’études sur les conflits et membre du comité de rédaction au sein de la revue *Culture et Conflits*. Il a notamment dirigé deux ouvrages collectifs : *Guerres nomades et Sociétés ouest-africaines* (L’Harmattan – 2007) ou *La Guerre au Mali* (La Découverte - 2013).

Dans cet entretien, il a accepté de nous fournir son analyse de la crise sahélienne et de la politique française en Afrique de l’Ouest.

Les propos exprimés par l’auteur et la personne interviewée n’engagent que leur responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Werra, septembre 2021



Pourriez-vous nous apporter des éléments de compréhension généraux, à la fois sur les racines profondes et socio-anthropologiques de la crise sahélienne et sur ses déclencheurs géopolitiques plus récents et sa coloration djihadiste ?

Pour répondre à cette question, il faut faire référence aux travaux de l'historien fondateur de la politologie, Ibn Khaldoun qui parle surtout pour l'Afrique du Nord, mais aussi pour les dynasties régnant sur la zone sahélienne, du « *ressourcement périodique de l'islam* ». Il parle du renouvellement des dynasties et des pouvoirs qui deviennent corrompus et qui, d'après lui, sont conquis par un islam qui se ressource périodiquement et qui, parti des périphéries, conquiert les centres. Il s'agit d'un phénomène de très longue durée dont personne ne tient compte, et qui fait écho à ce qui se passe depuis 2011 au Sahel, mais qui s'inscrit dans un cadre historique plus large.

Ensuite, il y a l'opposition multiséculaire entre les anciens pouvoirs d'origine saharienne, notamment les Touaregs, et les populations et les États qu'on appelle « *négro-africains* » (comme le Mali avec sa capitale Bamako ou le Niger avec sa capitale Niamey) dans lesquels les capitales sont beaucoup plus au sud que l'espace saharien. Depuis la conquête coloniale et les indépendances, c'est la revanche des populations du sud. De façon analogue aux Kurdes, les Touaregs vivent sur cinq pays et revendiquent leur autonomie ou leur indépendance sur cinq pays. Cela explique le point d'abcès de Kidal au Mali : l'idée à court terme des armées occidentales, qui paraissait bonne, était de s'appuyer sur la cité-État de Kidal, mais cette option a été rejetée de façon extrêmement ferme par les Maliens du sud, rejet qu'on imagine difficilement depuis Paris.

Sur le plan plus géopolitique, tout le monde est assez d'accord sur le fait que cette crise résulte de la très néfaste opération en Libye, décidée par le président Nicolas Sarkozy, qui avait pour objectif la destruction du pouvoir de Kadhafi en 2011. Cette opération a été néfaste à long terme sur le plan sahélien, parce qu'elle a provoqué un reflux de la Légion verte de Kadhafi composée de Touaregs armés, venus « avec armes et bagages », non seulement au Mali mais aussi au Niger et qui, de proche en proche, par une sorte d'effet domino, a déstabilisé l'ensemble du Sahel.

Y-a-t-il des questions foncières et de propriété des terres qui seraient aussi à l'origine de ce conflit ?

La question foncière joue à différentes échelles dans ce conflit. On peut considérer la zone sahélienne dont on vient de parler. On peut se baser sur un État comme le Mali avec des dialectiques nord-sud : notamment l'opposition entre les Touaregs au nord, vivant dans l'espace



qu'ils ont revendiqué et conquis en 2012 avant de le rebaptiser Azawad, et le centre de l'État malien. Ensuite, localement, se joue une opposition, en quelque sorte secondaire avec des conséquences beaucoup plus réduites, entre les pasteurs itinérants peuls et les sédentaires comme les Dozos. Ce qui explique beaucoup la situation locale avec l'implantation du Front du Macina au centre du Mali. Il y a donc des conflits locaux qui se superposent aux conflits nationaux, qui s'inscrivent eux-mêmes dans un cadre beaucoup plus large. Nous avons parlé du Sahel, mais nous pouvons parler de l'*Oumma*, puisque la présence d'instructeurs pakistanais ou afghans dépasse complètement le mode de réflexion des politologues ou des politiques locaux. Cela montre qu'il y a une dimension mondiale du djihadisme qui a un impact dans le Sahel.

Comment expliquer la politique d'Emmanuel Macron au Sahel et ses différentes prises de position, que l'on pense au Sommet de Pau en janvier 2020, ou à son annonce très récente de la fin de l'opération Barkhane ? Comment analysez-vous la ligne directrice de sa politique, s'il y en a une ?

Effectivement, il faut mettre un bémol au terme « *ligne directrice* », car le politique est souvent pris dans l'opportunité du moment sans grande réflexion stratégique, comme c'était le cas pour l'intervention de la France en Libye. Mais Emmanuel Macron s'inscrit de manière à la fois très personnelle, puisqu'il a été très jeune stagiaire au Nigeria auprès d'un ambassadeur très marqué à droite du paysage politique, et de manière aussi très politique, dans la continuité de la « Françafrique », de la politique interventionniste de François Hollande en particulier, en ce qui concerne le Mali. Ce dernier avait, en dehors de l'opération militaire Serval puis Barkhane, fait de l'interventionnisme politique très important et très dogmatique, en fixant les dates des élections au Mali ou en adoubant Ibrahim Boubacar Keïta par exemple.

Ensuite, il a, par un certain nombre de maladresses et puis d'influences extérieures, si l'on pense à la propagande russe, monté une partie de l'opinion publique ouest-africaine et sahélienne contre lui, et notamment des groupes de militants panafricanistes réunis autour de la lutte contre le franc CFA et les bases militaires. Il y a eu une conjonction des extrêmes. Il s'est servi très récemment du coup d'État à répétition de la junte militaire au Mali, du colonel Goïta en particulier, pour annoncer finalement ce que font les Américains en Afghanistan, à savoir un retrait progressif. Il est question pour le moment d'un retrait du Sahel de 50 % des effectifs, qui sont de 5100 hommes pour l'ensemble de l'opération Barkhane, avec un transfert de l'état-major à Niamey et ce, dans une perspective électoraliste. Il s'agit, pour lui, de se sortir du guêpier où est enlisée ou ensablée l'armée française.

Quels sont les points de continuation et de rupture avec la politique africaine de François Hollande et ses prédécesseurs ?



Quitte à être un peu provocateur, je ne vois pas très bien de différence. Il y a une question d'habillage médiatique, de pose, de discours, comme souvent chez Emmanuel Macron, qui peut être parfois généreux si l'on pense au discours de l'Université de Ouagadougou envers la jeunesse africaine. Mais les actes, au-delà des discours, ne suivent pas. Il a conforté des régimes autoritaires un peu partout dans la zone d'influence française, en particulier très récemment au Tchad, où il a imposé le fils de son père au moment du décès de Deby, ou il a soutenu Ouattara et d'autres dirigeants qui ont violé allègrement les constitutions locales.

Emmanuel Macron a déclaré qu'il n'y avait plus de « politique africaine de la France » : comment doit-on comprendre cette déclaration ?

Il s'agit d'un habillage discursif d'une continuité, mais on ne peut pas le retenir uniquement contre Macron, puisque cela a toujours été le discours des nouveaux présidents, voire de leurs ministres de la Coopération et des Affaires étrangères quand ils sont arrivés au pouvoir. Durant la période post-gaulliste, chacun a semblé inventer la fin de la « Françafrique » mais comme c'est une structure et non pas un acte politique ponctuel, la « Françafrique » a persisté sous des formes différentes, voire elle est repartie de plus belle avec une forme de colonisation armée depuis une dizaine d'années¹, qui se manifeste par des interventions plus fréquentes et plus longues, comme l'opération Barkhane s'étalant sur pas moins de cinq pays.

Est-ce que l'intervention française est uniquement justifiée par des motivations sécuritaires et par le risque d'actions terroristes sur le sol français, ou y-a-t-il d'autres enjeux plus économiques ?

Concernant les justifications, durant l'époque gaulliste, cela a d'abord été la protection des ressortissants : on se met dans une situation coloniale où il y a des réactions parfois violentes, des insurrections, des demandes de fin de dictature, si l'on pense aux interventions au Gabon par exemple. Ensuite, en pleine crise, il y a des interventions françaises, environ une soixantaine en soixante ans d'indépendance, et les ressortissants français, des dizaines de milliers en Côte d'Ivoire en 2010 par exemple, se trouvent coincés entre le marteau et l'enclume. Dans ces cas-là, l'intervention militaire conforte les pouvoirs forts, pour ne pas dire les dictatures, et s'opère sous couvert de sauver les Français résidant sur place.

Le point de vue économique n'est jamais mis en avant, mais je pense que c'est plus compliqué que cela n'y paraît. Il y a, sur les réseaux sociaux, des photos, truquées ou non, sur l'or du Mali

¹<https://grotius.fr/guerre-a-lafrique-la-france-en-retard-dune-decolonisation/#.YQURMY4zbic>



où on voit, par exemple, des militaires au fond d'un puits trouvant des lingots d'or, etc. Mais c'est de la plaisanterie ou de l'intoxication. Il faut considérer en fait toute la zone géopolitique, et au-delà de l'Afrique subsaharienne.

Pour la guerre d'influence française, il y a l'appui diplomatique, notamment aux Nations unies, et il y a une zone d'influence géostratégique. Mais, en réalité, concernant le fameux or du Mali, qui est plutôt à Kaye, ou celui de la Centrafrique qui a été mis avant, c'est plutôt mineur par rapport à l'économie française. Par contre, au Niger, ce dont on parle beaucoup moins, c'est la présence de l'uranium, à Arlit, qui représente 40 % des besoins français. Il y a un intérêt presque vital à contrôler cette ressource pour l'État français, sans que pour autant, dans ses rapports néocoloniaux, il n'y ait de retombées pour les populations locales. Les retombées, s'il y en a, sont plutôt radioactives, sur les puits notamment. Il y a un environnement extrêmement dégradé depuis qu'Areva a été responsable de l'exploitation de cet uranium d'Arlit.

Pour résumer, l'intérêt français est plutôt géopolitique et, sur certains points seulement, économique. Mais il ne faut pas voir cet intérêt à l'échelle d'un pays mais à l'échelle de toute la zone d'influence française.

Est-ce que « la Françafrique, c'est fini », comme semble le suggérer un certain nombre de personnalités politiques ou d'intellectuels français depuis au moins le mandat de Nicolas Sarkozy, ou y-a-t-il une certaine continuation d'une forme de « prédation » telle que dénoncée par les opinions publiques africaines et certains représentants de la « société civile » française qui s'inquiètent d'un « deux poids deux mesures » : soutien au Conseil militaire de transition tchadien du fils d'Idriss Deby mais dénonciation du coup d'État malien de Assimi Goïta par exemple ?

Effectivement, ce « *deux poids, deux mesures* » est extrêmement choquant. Si on peut retenir ce terme de « Françafrique », il y a, de façon plus complexe, ce que Jean François Bayart appelle « l'assimilation réciproque des élites », c'est-à-dire une union non seulement personnelle, familiale, matrimoniale des élites françaises et africaines, et aussi d'intérêt. Par exemple, je me souviens de plusieurs ambassadeurs de Côte d'Ivoire successifs qui agissaient en intermédiaires dans des affaires, à tel point que parfois on se demandait si c'était l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire ou l'ambassadeur de Côte d'Ivoire en France. Il y a effectivement un système diplomatiquement pervers. Je vous renvoie à mon article sur la Françafrique². Ici les opposants voient juste au sujet des bases militaires puisque aucun pays, même l'Angleterre en tant qu'ancienne puissance colonisatrice, ou les nouveaux colonisateurs, ne disposent d'un tel réseau militaire, qui conforte périodiquement les pouvoirs les moins recommandables en

² *Ibid.*



Afrique. On est vu de façon très négative à l'étranger. Il n'y a qu'en France où il peut y avoir encore des illusions. Quand on demande à l'Allemagne de participer à l'opération Takuba ou aux autres opérations au Mali et au Sahel, elle refuse, car elle voit cela comme une relation coloniale, franco-malienne en l'occurrence.

De la même manière, le Franc CFA est aussi un moyen de contrôle. L'intérêt se situe au niveau d'une myriade de petits ou de grands entrepreneurs, comme Bouygues ou Elf, et ses différents avatars pour le pétrole, qui sont des « chasses gardées ». Mais il ne faut pas considérer cette situation de manière univoque non plus car, par exemple, en ce qui concerne le café ou le cacao de Côte d'Ivoire, il s'agit plus des Américains ou des Canadiens que des Français. Donc il faut considérer les situations au cas par cas et regarder l'ensemble de la zone. Et puis, il y a une foultitude de petits entrepreneurs français de PME qui sont, eux, hérités d'une « colonie de peuplement », puisqu'ils tiennent à Abidjan, par exemple, aux côtés de grands groupes comme Bolloré ou Bouygues, 50 % de l'emploi formel³, et qui sont des anachronismes vivants. Il y a donc cette logique diplomatique, militaire, économique et ensuite de prédation avec des systèmes de « chasses gardées » qui, au fond, excluent même les nationaux et les marginalisent.

Achille Mbembe, dans un long article au *Point* fin avril dernier, parlait de « structures de cartel » dans les relations entre la France et l'Afrique ? Il semble néanmoins disposé à aider le président Macron à préparer ses rencontres avec la « société civile » africaine en 2021... Partagez-vous ce point de vue et soutenez-vous sa démarche ? Si oui, comment fonctionne cette structure ? Et que peut-on attendre de ces rencontres ?

Achille Mbembe est, à mon sens, le meilleur politologue africain et le seul qui a eu la particularité de faire de la recherche et de l'enseignement dans le monde entier, depuis les États-Unis jusqu'au Sénégal, en passant par l'Afrique du Sud ou la France, où il a été formé. Et ses ouvrages sont les meilleurs, écrits par un grand intellectuel africain sur l'Afrique subsaharienne. Mais pour autant, il a un rapport, en quelque sorte, de séduction avec Emmanuel Macron. Et à mon sens, il s'est fait un peu piéger, en pensant qu'il allait pouvoir proposer des voies alternatives à Emmanuel Macron. Mais il sert de caution intellectuelle, puisque le projet de Sommet France-Afrique, qui sera, encore une fois, dans la forme, légèrement différent, mais dans le fond cela ne changera pas grand-chose. D'autant plus qu'il y aura un contre-sommet alternatif avec des mouvements des droits de l'Homme, des associations, comme ATTAC par exemple, qui donnent un vrai contre-modèle à ces relations entre la France et l'Afrique.

Donc, il n'y a rien à attendre, selon vous, de ces rencontres ?

³ <https://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20110406trib000613669/quel-sort-pour-les-entreprises-francaises-installees-en-cote-d-ivoire-.html>



Achille Mbembe est un intellectuel extrêmement intéressant et intelligent. Il pourra donc certainement produire des écrits tout à fait passionnants, mais je doute que l'événement puisse perturber la structure, qu'un intellectuel puisse changer ce complexe enraciné de la « Françafrique ».

Serait-il pertinent d'interpréter le retrait de l'opération Barkhane comme la conjonction d'une doctrine occidentale de la « paix libérale » et d'un « coup politique » en vue des élections présidentielles françaises de 2022, comme le suggèrent certains analystes géopolitiques ? Ou la fin de l'opération Barkhane marque-t-elle simplement l'échec de la structuration politico-militaire africaine dans la région, et si oui, à quoi est-elle due ?

Je suis d'accord sur le fait qu'il y a « un coup politique » car bien qu'il y ait très peu de morts, environ 50 morts militaires français dans une opération militaire française qui dure depuis 2013, morts évidemment regrettables mais qui représentent des pertes très faibles, celles-ci constituent un échec flagrant au niveau de l'opinion publique française et de la conquête des cœurs et des esprits. Je rejoins en cela divers analystes. Nous sommes toujours malheureusement dans une sorte de duplication de la géopolitique américaine. Je fais le parallèle, comme d'autres, avec l'Afghanistan. Et cette situation terrible avec les talibans pourrait être le *scenario* catastrophe du Sahel.

Si l'on reprend l'opération Serval puis l'opération Barkhane, le passage de l'un à l'autre est déjà un symptôme d'échec. Pour avoir bien suivi l'opération Serval, je peux dire qu'il y a eu, grâce à l'appui des Touaregs du MNLA et des mouvements autonomistes ou indépendantistes, une traque des djihadistes au nord du Mali dans leur proto-État d'Azawad qui a abouti à la mort d'environ un millier d'hommes et à l'incarcération d'environ autant d'hommes, dont certains ont été libérés comme environ un millier de « second couteaux » au Mali, ainsi que la dispersion d'un nombre à peu près égal d'hommes dans les pays alentours. Donc d'un foyer au nord du Mali, on est passé à une présence sur cinq pays avec des échecs flagrants comme la fausse bonne idée de faire financer ces opérations anti-djihadistes au Sahel par ceux, au fond, qui les financent sur la longue durée, c'est-à-dire l'Arabie saoudite et le Qatar, ce qui est quand même extraordinaire et qui explique l'échec consécutif du G5.

On a assisté ainsi à l'échec d'une sorte de « vietnamisation » du conflit, où les forces spéciales des pays en question se sont substituées à l'armée française, et à un affaiblissement involontaire des États locaux comme le Mali ou le Niger. L'opération Barkhane s'est transformée en contre-guérilla, qui pouvait franchir les frontières des pays en question sans en informer les responsables politiques, sans associer les armées nationales du Mali, de la Mauritanie ou du



Niger. Et ce, en toute autonomie par rapport aux États nationaux. Donc, ceux qu'on prétend défendre, on les affaiblit. Il y a un paradoxe assez catastrophique.

Il y a une idée répandue et persistante marquée par l'incompréhension au sein de l'opinion publique française, selon laquelle les Africains sont dans une position à la fois attentiste vis-à-vis de l'ancien colonisateur français (en termes d'immigration, de développement économique, de légitimation politique, de soutien militaire...) et franchement véhémement quand la France s'en acquitte, au moins partiellement, avec une demande d'excuses ou de réparations par rapport à la colonisation... Il semble que de part et d'autre les échanges sont perçus comme non réciproques. Comment expliquer ces rapports ambigus ?

C'est vrai qu'il y a ce discours, au fond très contradictoire des opinions françaises et des opinions africaines et de divers pays. Mais c'est depuis fort longtemps, depuis les indépendances et même auparavant. Je vous rappelle qu'il y avait l'opinion nationaliste française qui se traduisait à l'époque gaulliste par l'expression « *plutôt la Corrèze que le Zambèze* ». C'est-à-dire l'idée de rapatrier à la fois les militaires et les intérêts français sur le territoire, en période de crise, plutôt que de s'occuper de pays lointains qui ne sont pas forcément reconnaissants.

Et du côté africain, il y a toutes les rancœurs, parfois tout à fait justifiées, de la colonisation de longue durée, de la fin du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui, qui fait que les populations ne se sont jamais vraiment senties autonomes politiquement puisqu'elles ont toujours eu des gouvernements plus ou moins nommés ou cautionnés par Paris. Et cette rancœur est actuellement boostée par les réseaux sociaux. Il y a une sorte d'insurrection virtuelle de la jeunesse, qui ne trouve pas toujours sa traduction politique. On peut évoquer les astuces pour maintenir le franc CFA, sans maintenir son nom, tout en maintenant la dépendance, ou la volonté de ne pas retirer les bases militaires mais au contraire de les renforcer.

Si on observe le Mali, on peut voir une opinion complètement renversée entre la presse nationale française et la presse nationale malienne sur la question du terrorisme, qui est un mot très mal choisi. Le terrorisme désigne un mode d'action militaire, mais il s'agit d'un terme plus utilisé dans le langage politique que dans le domaine militaire. Il serait donc plus approprié d'utiliser le terme de « djihadisme combattant », qui caractérise mieux les acteurs concernés par cette mouvance. Notamment concernant Kidal, cette cité-État du nord du Mali, et la question des religions. Cette autonomie de Kidal, cautionnée depuis 2013 par l'armée française, était supportable aux élites de Bamako. Concernant le mot « terrorisme », le « djihadisme » et le « religieux », là aussi, il y a des chercheurs, comme Gilles Holder, qui ont insisté sur cette tendance de longue durée de religiosité voire de montée du religieux dans la société malienne,



qui est symbolisée, que l'on soit d'accord ou non, par l'imam Dicko, qui intervient sur le processus législatif et contre l'occidentalisation des lois et des mœurs. Cette montée du religieux se traduit par certains mouvements djihadistes qui se veulent maliens, comme celui de Lyad Ghaly.

Très dernièrement, il y a eu une opposition très forte entre le pouvoir malien du colonel Assimi Goïta et les forces militaires françaises. Assimi Goïta aurait la possibilité de mettre fin au conflit, au moins partiellement, en s'appuyant, au-delà des accords d'Alger, sur l'organisation de Lyad Ghali, qui est Malien, Touareg et lié comme chacun le sait, à Al-Qaïda, mais en continuant à lutter contre l'État islamique. Alors que pour l'état-major français, contrairement aux volontés de l'État malien, les deux sont à mettre sur le même plan, d'où des assassinats ciblés et des attentats contre son organisation. Il y a donc là un problème politique et militaire, où on voit à quel point la France impose sa volonté aux États et aux dirigeants nationaux.

Pour finir, comment voyez-vous l'évolution de la situation au Mali et plus largement au Sahel dans les mois voire les années à venir ? Portez-vous un regard plutôt pessimiste ou optimiste sur la situation ?

Un politologue doit procéder par scénarios sans impliquer ses préférences personnelles, qui peuvent être différentes de l'évolution possible. Il y a donc le *scenario* catastrophe, à l'afghane, qui serait une prise de pouvoir des djihadistes sur les capitales sahéliennes. C'est ce qui a failli se passer fin 2012 - début 2013 et qui a été la cause de l'intervention française Serval. Après il y a la version optimiste, une sorte de succès des mouvements démocratiques, qui imposent la fin des putschs ou des transitions militaires avec des élections honnêtes et des négociations avec les mouvements armés les plus présentables ou les plus conciliants, comme cela a été fait lors des accords d'Alger avec les Touaregs, ce qu'envisage le colonel Goïta avec Lyad Ghali.

Le plus probable, à mon sens, c'est une situation intermédiaire où, avec l'afflux d'armes et de financements du Golfe, les djihadistes progressent vers la côte puisqu'il y a une série d'incursions au nord de la Côte d'Ivoire, et il y en a eu, comme chacun sait, au nord du Bénin ou au nord du Ghana, sans compter l'implantation de Boko Haram au Nigeria. On peut s'attendre à une diffusion sournoise et lente du djihadisme des mouvements armés, notamment dans les pays qui sont le plus divisés, notamment la Côte d'Ivoire où il y a le plus d'influence occidentale. Il ne faut pas oublier non plus le Sénégal qui, jusque-là, a bloqué toutes les incursions ou tentatives d'incursions djihadistes.